



De vive voix 6.08

Février 2019

Nourrir la machine...Plaidoyer CONTRE la bureaucratisation de notre profession



Entretien avec **Émile-Mario Laforest**, professeur en philosophie, **Michel Giroux**, professeur en économie et **Stéphane Chalifour**, professeur en sociologie.

Par Judith Trudeau

Lendemain de tempête, je rejoignais les *doyens du deuxième étage Sauvé* au Kafé étudiant. La date du 14 février ne fut pas un hasard, mais davantage une volonté de reconnaissance. « Quelle était ton intention? » me demandera Michel à la fin de l'entretien. « Vous entendre avant que vous ne partiez. Nous avons besoin de la voix de l'expérience, car ceux et celles qui ne connaissent pas leur histoire sont condamnés à la reproduire » dit l'adage. Ma rencontre avec Hélène Normandeau, au début de l'année, allait dans ce même sens. L'expérience. Entendre l'expérience, l'écouter, la respecter.

Judith Trudeau : Commençons avec toi Émile-Mario. Raconte-moi ton parcours.

Émile-Mario Laforest : D'où je viens...c'est important de souligner, avant les études, que je viens de Shawinigan. D'un milieu ouvrier dans les années 1950. La famille des Laforest est une famille très syndicaliste. Puis nous avons déménagé à Sorel. J'ai fait mes études

collégiales à Sorel. Étrangement, Michel, le sais-tu peut-être, j'ai commencé mes études en finances. J'étais bon en mathématiques. Ceci dit, je ne me reconnaissais pas là-dedans.

Ensuite, j'ai fait des études en Arts plastiques à l'UQÀM. Mais encore là, je n'étais pas à ma place. L'affaire en Arts, c'est que tu ne peux pas te contenter d'être moyen. Si t'es juste un *peu bon*, tu n'iras pas bien loin... Et moi j'étais *moins qu'un peu bon*...

Tous : Rires...

E-M.L. : Mais j'aimais beaucoup mes cours en Histoire de l'art et j'ai fait de la philosophie en cours complémentaires. J'en avais fait au Cégep, mais là, c'est devenu plus concluant. J'ai donc décidé de poursuivre avec un Bac en philosophie, puis une maîtrise et débuté une scolarité de doctorat. Voici pour l'histoire courte.

Puis, j'ai voulu enseigner. Je ne savais pas vraiment là où cela me mènerait, mais je me suis dit, je vais essayer. Toute ma vie, j'ai joué comme ça!

Cela m'a mené en Gaspésie.

J.T. Tu as enseigné en Gaspésie?

É-M.L. Ben oui. Je n'avais pas le choix. Tu sais au début des années 90, si tu avais 60% de tâche, c'était bingo! Tu sautais là-dessus! À Montréal, il n'y avait rien. Moins que rien. C'était le désert.

J'ai adoré la Gaspésie. J'étais plus gaspésien que les Gaspésiens.

J.T. Tu es resté là combien de temps?

É-M.L. L'équivalent de 5 ans. Quand j'ai été embauché, c'était l'ancien régime d'études. Puis, en 1993, est arrivée la Réforme Robillard. Puis, tout a un peu basculé. Et j'avais mes premières amours qui demeuraient le syndicalisme. Je me suis toujours impliqué dans le syndicat. À Carleton, dans une entité autonome, puis en Gaspésie. Puis, j'ai fait un tour à la Fédération autonome du collégiale, feu (FAC). Raison pour laquelle je connaissais Michel et plusieurs profs ici.

Ensuite, pour le syndicalisme, j'ai fait le tour.

J.T. Combien de temps a duré ton implication syndicale?

É-M.L. Une dizaine d'années. Un long tour de piste. Impliqué à la fois au local et au national. Puis, par la suite, j'ai décidé de m'arrêter.

J.T. Et après la Gaspésie, comment es-tu arrivé ici?

É-M.L. J'étais à la recherche d'emplois. Après 4 ans sans enseigner, puisque j'étais libéré pour m'occuper du syndicat, je voulais retourner à l'enseignement. (Off the record) assez étrangement, lorsque tu fais du syndicalisme de façon « professionnelle », il y a deux

avenues qui se dessinent : ou bien tu t'accroches à l'appareil syndical ou bien tu deviens patron. Et ni l'une ni l'autre de ces deux options ne m'intéressaient.

J'ai été embauché à Lionel-Groulx. J'aime ce collège. Et je ne veux pas quitter l'enseignement comme la dernière fois, car le prix à payer est trop lourd. Je te le dis à toi, ne quitte pas l'enseignement trop longtemps, car c'est dur d'y revenir par la suite. Ça m'a pris deux ans avant de me réadapter au rythme de l'enseignement à temps complet.

Je ne regrette rien. Le passage au syndicat a fait de moi un meilleur enseignant, car j'ai un portrait global d'où se loge mon enseignement dans tout cet univers.

...

J.T. Michel, à toi.

Michel Giroux : Je suis né dans le quartier Saint-Michel à Montréal. À l'époque, c'était un quartier multiethnique franco-italien. Alors, mes années de jeunesse, je les ai passées sur la patinoire à me battre contre les Italiens.

Après le secondaire 5, j'ai quitté l'école. Je suis un *drop-out*. J'ai travaillé chez Steinberg de nuit jusqu'à l'âge de 21 ans. Tu sais, j'étais un peu baveux. Un jour, je ne travaillais plus de nuit, j'étais de jour au centre d'achats Rockland. Un vendredi après-midi, le gérant nous réunit pour un meeting juste avant la pause, vers 3h moins quart. Il dit : «Michel et Angelo, vous allez retravailler de nuit à partir de dimanche soir.» Je lui ai dit « Non ». Je suis allé à la pause et en revenant, à 3h et quart, je suis allé signer ma démission.

Et je suis retourné à l'école!

J.T. Wow! On appelle ça un événement « structurant »!

M.G. Je suis allé au Cégep. Le Cégep privé Mérici à Québec. Puis, j'ai fait mes études à l'Université Laval. Quand j'ai terminé mes études, vous allez voir, ça, c'est assez intéressant! Je fais rire mes étudiants avec cette anecdote-là!

À l'époque, on venait de signer l'accord de libre-échange et au gouvernement fédéral on embauchait des économistes pour travailler au bureau de la concurrence. Il y a un tribunal de la concurrence. Ils ont appelé dans les départements d'économie pour recruter. Le directeur du département a donné mon nom. Je me suis donc inscrit au concours. J'ai passé tout mon été à la bibliothèque de l'Université Laval pour étudier la jurisprudence de la loi sur la concurrence. J'y ai passé tous mes rouleaux de dix sous pour faire les photocopies. Je suis économiste, pas avocat, alors je voulais connaître la loi. Je me prépare donc à l'examen. Je le passe très bien. Je suis invité à Ottawa pour l'entrevue. Je réussis très bien l'entrevue. Même mes ancêtres ont passé l'examen de sécurité! C'est pas rien!

Ils m'offrent un emploi. Je suis supposé commencer en janvier à Ottawa. Au mois de novembre, je reçois une lettre enregistrée : « Monsieur Giroux, le Conseil du trésor a annulé la création de ces postes. Nous vous remercions de l'intérêt que vous avez manifesté à la fonction publique fédérale. Veuillez agréer mes sentiments les meilleurs..... »

À partir de ce moment-là, je suis devenu souverainiste!

Tous : Rires

M.G. Cet événement-là m'a amené à l'enseignement. J'ai enseigné un an en Abitibi-Témiscamingue.

J.T. As-tu enseigné dans plusieurs Cégeps?

M.G. J'ai enseigné au pavillon de Val d'or, au pavillon d'Amos et à celui de Rouyn. Je peux te dire que l'hiver, c'est infernal. Puis, j'ai fait Rosemont, Saint-Laurent et je suis arrivé ici. Une année, j'ai fait les 3 cégeps à Montréal pour me faire une paye. C'est drôle parce que j'ai fait le bon choix. Rosemont, c'était de la même taille que Lionel à l'époque. Je suis entré et on commençait à dénoter une croissance démographique ici.

J.T. Ça fait combien de temps que t'es ici?

M.G. On a fêté mon 25 ans. Je crois que ça fait 27 ans. J'ai eu ma montre. ;)

J.T. Stéphane, ton parcours?

Stéphane Chalifour : Je suis né à Montréal-Nord d'une mère infirmière et d'un père professeur. Mais au début des années 60, l'enseignement n'étant pas vraiment payant, mon père a dû, jusqu'en 1965, faire vivre sa famille en étant vendeur itinérant. Il couvrait une partie de l'est de l'Amérique du Nord.

J'ai toutefois grandi à Ste-Dorothée, Laval, puis un peu plus tard, pas loin d'ici, à Deux-Montagnes. Enfant des années 60, j'ai connu l'effervescence politique et sociale du Québec de ces années-là. Je ne sais pas d'ailleurs jusqu'où cela a joué dans mon parcours. Je me souviens très bien de la crise d'octobre en 1970. Mes parents étaient alors membres du PQ et des militants très engagés. Je me souviens que l'armée est venue fouiller chez moi pour chercher un otage.

Très jeune, je suivais les campagnes électorales et les courses à la chefferie. J'ai donc été happé assez tôt par les sciences humaines. À 15 ans, le choix des sciences politiques était d'ailleurs déjà fait. Après deux ans ici même à Lionel-Groulx en sciences humaines je suis donc passé à l'UQÀM pour compléter un premier cycle en science po. Quatre années à étudier naturellement, mais à militer surtout au sein des associations étudiantes et des groupes d'extrême gauche. Nous étions en grève une session sur deux à recevoir des coups de matraque, à frapper les flics et visiter les cellules des postes du centre-ville.

Après mon bac, je décide de prendre une pause qui durera quatre ans. Riche d'un salaire de travailleur en construction, j'ai parcouru l'Amérique centrale alors déchirée par des guerres civiles, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Nord et l'Europe. Plutôt téméraire, je propose à Gilles Lebigot (le frère de l'autre), chef de pupitre à la salle de nouvelles à *Radio-Canada*, mes services à titre de «correspondant étranger». Il m'a dit oui ! C'est ainsi que j'ai pu réaliser mes premiers topos en radio puis rédiger mes premiers papiers pour la *Presse* et *Le Devoir*. J'ai vraiment cru à ce moment que j'allais faire carrière en journalisme.

Je suis entré officiellement journaliste à Radio-Canada en 1989. Hélas, cela se produit au moment où le fédéral sabrait dans les budgets. Les derniers entrés furent donc les premiers sortis. Le journalisme sur appel n'étant pas suffisant, je poursuivais -à mon grand malheur-, ma «carrière» de journalier sur différents chantiers. Je venais même d'obtenir mes cartes de compagnon-couvreur imaginez ! Et puis un jour ma blonde me dit : « tu devrais envoyer ton cv dans les Cégeps ». « Pourquoi? » Que je lui ai répondu. « Ben...pour enseigner?»

Je suis donc devenu prof par accident. Je terminais ma maîtrise. C'est Sherbrooke qui m'a embauché pour un cours de politique internationale en 1990. Ç'a été le coup de foudre. Sauf que là, ç'a été long. 16 ans de précarité au total à me balader dans huit cégeps différents pour atterrir ici en 1998. Ce qui m'a sauvé c'est la possibilité d'enseigner deux disciplines ayant pu faire des études de troisième cycle en sociologie. Mon quotidien était fait d'un cours de politique à Longueuil le matin, puis d'un autre au Vieux-Montréal vers midi ou en sociologie à Sainte-Thérèse...

Peu attiré par les appareils, j'ai milité au sein du comité de la précarité à Sherbrooke et de la FNEEQ entre 1994 et 1996. J'ai connu Émile-Mario et Michel en 2005 quand on a fait la première bataille pour se désaffilier de la FAC et rejoindre la FNEEQ.

Bataille qu'on a perdue une première fois par...

É-M.L. : 10 votes.

S.C. : Bataille qu'on a finalement gagnée en 2008.

...

J.T. La précarité est un aspect qui façonne et qui use, non?

M.G. J'y ai goûté un bon 10 ans. Ce que je détestais le plus de la précarité c'est qu'on terminait la session à l'hiver et on ne savait jamais si on avait de la tâche à l'automne. Moi, je faisais de la radiographie industrielle pour mon frère. Quand je remettais mes notes, j'allais travailler chez Gaz Métro. Je n'avais jamais de vacances. Je travaillais jusqu'à ce que le collège m'appelle, au mois d'août.

É-M.L. On ne savait pas non plus quel cours on allait enseigner. Difficile de bien se préparer dans ces conditions.

M.G. Sur cet aspect, aujourd’hui, c’est mieux que c’était.

É-M.L. À l’organisation scolaire, ils sont capables de mieux prévoir et les chiffres sont plus précis.

...

J.T. : Il y a une date que vous avez mentionnée et qui semble vous réunir : 1993 et la Réforme Robillard. Parlez-moi de ce que cela signifie pour vous.

M.G. Vas-y Émile!

É-M.L. : Moi je suis en philo...

J.T. : On a enlevé un cours, n'est-ce pas?

É-M.L. Fallait-il rénover les cours de philo ? Sûrement. Fallait-il passer la hache ? Je ne pense pas. Cela a été difficile pour bien des profs. Beaucoup de medis dans le réseau en philo. Et je dirais que n’eût été de Jean Garon qui ajoutait une heure en 101, les dommages auraient été encore plus durs. Cela a laissé des séquelles. Ce qui est un peu étrange, c’est que la réforme n’a jamais été acceptée en philo par les profs. Mais on était dans un contexte de défensive où notre préoccupation était de sauver les meubles.

M.G. Moi, ça ne faisait pas longtemps que j’étais ici. Jacques Juneau était le directeur des études à cette époque-là.

Il avait été un conseiller du gouvernement pour la réforme. Il était allé voir les coordonnateurs en philo pis il leur avait dit : « Que c’était le plus beau jour de sa vie ». Faut y être malhabile !

Luc Bissonnette qui était vice-président du syndicat était hors de lui après cette allocution.

Moi j’étais dans un département et un programme où il y avait une cohésion entre les gens de sciences humaines. Même si on était 4 départements à ce moment-là, on débattait fort.

Les gens voulaient que je siège à la commission pédagogique. Jean Saucier était à la table, Gilles Pesant, Claude Chayer : ces gens-là avaient de la *drive*. Pis nous autres les jeunes, on apprenait d’eux autres.

Ceci dit, ce que j’ai trouvé le pire fut l’absence de solidarité. Il y a eu des gagnants et des perdants dans cette réforme-là. Il aurait fallu se battre pour les perdants, pour philo et éducation physique. L’Assemblée syndicale était divisée.

On était à la FAC. Et la FAC c'était plus corporatiste que la FNEEQ.

S.C. Moi j'étais à Sherbrooke en 1993 qui était CSQ et qui s'est rallié à la FNEEQ un peu plus tard. J'étais aussi jeune prof. Je partage la désolation de Michel sur l'absence de solidarité. Dans mon cas, j'étais très précaire ce qui fait qu'on a moins de sentiment d'appartenance à un département, on va moins aux AG...

Le souvenir que j'en garde est que la réforme s'est cristallisée sous une forme de certitude idéologique qui a participé à diviser les profs. J'étais convaincu que cette réforme-là allait nuire à l'enseignement supérieur et je voyais d'un mauvais œil ce modèle pédagogique par compétences qui arrivait comme un rouleau compresseur.

20 ans plus tard, on réalise bien que nos façons d'enseigner n'ont pas été modifiées en profondeur. La force d'inertie est telle....Cela a eu le mérite, à tout le moins, de nous faire débattre dans la controverse. Cette culture de la confrontation semble qu'aujourd'hui, totalement disparue. Au nom du consensus on a atteint le degré 0 du débat, les échanges autour de cossins pédagogiques se substituant aux grands enjeux.

É-M.L. Tout ça s'est perdu.

S.C. Mais tu sais, ceux qui ont survécu à ce débat ont acquis un respect pour les façons de faire des autres. Dans la querelle, on a débattu de nos pratiques pédagogiques, du pourquoi et du comment.

J.T. : Oui, mais aujourd'hui les nouveaux profs sont drillés au programme court en éducation...Il semble y avoir une façon de faire commune...varier les activités d'apprentissages...

M.G. : Moi je ne partage pas les *a priori* de Stéphane là-dessus. Moi ce qui m'a fatigué le plus dans ce débat-là c'est tout ce qui s'est dit sans l'essayer. Nous (en économie) on l'a expérimentée cette approche-là. Il n'y avait pas de matériel dans notre discipline pour nous accompagner là-dedans. Aucune littérature. On a tout monté pour être conforme aux objectifs et standards. Renaud (Thibodeau) et moi, on a monté ça avec le temps, par essais et erreurs. On n'a jamais été dogmatiques. On n'a jamais été pris dans la querelle idéologique.

Ce qui me fatiguait c'est qu'il y avait des gens qui n'avaient aucune «ostie» de formation pédagogique et qui se prononçaient sur une approche ou une autre. Ça, ça me fatiguait.

Deuxième chose. Ça n'a jamais été appliqué à grande échelle la méthode par objectifs et standards. On a créé une commission des études. Dans la loi sur les collèges, ça prend une PI (G) EP. La PIEA n'a jamais été appliquée.

J.T. Tu sais Michel qu'elle va être révisée la PIEA, hein?

M.G. Oui, j'ai su ça.

Les départements, comment je vois ça. On parlait d'inertie tantôt, ben c'est ça. Il y a une résistance au changement. Tu sais, j'ai été au syndicat. Il y a des querelles dans tous les départements. C'est un baril de crabes. On n'est incapable de s'autoréguler nous-mêmes. Tu sais, c'est nous autres qui sommes responsables de la qualité de l'enseignement. Mais si tu oses dire « mon ti-loup, ton plan de cours n'est pas conforme au plan-cadre » c'est là que la querelle pogne!

Quand tu regardes ça a posteriori-là, ben la réforme, c'est un échec.

S.C. Je suis d'accord avec ça.

É-M.L. Juste pour compléter ce que mentionnait Michel. La réforme n'a pas créé *un*, mais *des* monstres bureaucratiques. Et ce qu'il reste, c'est de la pseudo-imputabilité, des pseudo politiques. Il y a des gens qui n'aimeront pas ça, mais la PIEA...Je me suis amusé à la relire. En fait, je ne vois pas pourquoi il faut la revoir. En fait ce qu'il faut, c'est l'appliquer.

Rires

On se retrouve parfois dans des situations cocasses où c'est nous, les profs plus âgés qui tentent de faire appliquer des politiques que les patrons devraient faire appliquer. Ils devraient dire : ça, c'est notre document de référence en matière d'évaluation des apprentissages et cela comprend tous les membres de la communauté.

Cela me fait bien sourire, car on va rédiger une nouvelle PIEA qui va se retrouver encore...

S.C. Sur une tablette.

É-M.L : Pourquoi font-ils cela? Parce qu'ils ont des obligations envers le ministère pour rendre compte de ça. Pour le reste, ils s'en moquent éperdument.

M.G. Pour écrire la PIEA, Bernard (Gauvin) et moi, on est parti de l'ancienne et de tous les instruments d'évaluation liés à cette ancienne PIEA pour écrire la nouvelle.

Je vais te raconter le contexte de l'écriture de cette PIEA. On est partis des politiques dans le réseau qui avaient été jugées «entièrement satisfaisantes» par la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (CEEC). Si notre politique est assez longue, c'est que nous avions choisi de faire un lexique. On était dans un renouvellement de personnel et les nouveaux n'avaient pas de formation pédagogique.

Moi quand j'entends le débat autour du contrôle de «la qualité des enseignements». Je n'en reviens pas. Appelle Bernard Gauvin, notre legs, c'était la PIEA. Elle n'a jamais été appliquée. Faites-la appliquer et vous avez un outil de contrôle de la qualité.

É-M.L : Ce qui est le plus triste dans tout ça ce sont les profs qui travaillent sur ces politiques-là, de bonne foi, qui travaillent en sous-comités et en sous-sous-comités, alors

que c'est du temps perdu. Ils sont utilisés, manipulés pour satisfaire des politiques ministérielles.

M.G. : Tu mets ta réputation en jeu.

S.C. Sur la question de la bureaucratie, on est tous les trois parfaitement d'accord. D'ailleurs, comme les universités et les organisations en santé, les Cégeps sont frappés par cette machine qui s'est édifiée et dont la seule finalité est de se nourrir elle-même. D'abord, il y a deux questions qu'il faut se poser. La PIEA, qui doit l'appliquer? Et pourquoi n'a-t-elle pas été appliquée? La deuxième question. Pourquoi les profs, ils ne sont pas imbéciles, participent à toutes les opérations? Moi, je suis coordo de ma discipline et je me pose la question à toutes les maudites sessions. On me donne 0.2, l'équivalent de 30 étudiants en moins à corriger, pour assumer des tâches parfaitement inutiles. C'est du vent.

Tout le monde fait semblant de trouver ça important alors que l'essentiel de ce que nous faisons pourrait très bien être réglé en quelques heures. Nous formons une petite aristocratie qui n'enseigne plus et qui participe à faire des opérations qui reviennent en boucle (actualiser les plans-cadres, faire des bilans et des plans de travail, séduire les clientèles qui magasinent, rédiger la dixième version de telle ou telle politique etc.). S'il y a des sommes d'argent qui sont gaspillées dans le système, il faudrait fouiller de ce côté-là.

M.G. Moi je vais te le dire pourquoi on fait ça. Moi je l'ai fait par idéalisme. C'était ma contribution pour améliorer la qualité de l'enseignement. On l'a fait, Bernard et moi, par conviction.

Lorsque monsieur Délisle, l'ancien directeur des études était là, j'ai travaillé avec Johanne Forget, conseillère pédagogique et ancienne coordonnatrice du département de musique, sur une PIGEP. On a rencontré tout le monde. Tout le monde était d'accord, même les gens de la formation générale, pis philo qui était représenté par Jean-Claude (St-Onge). Tu sais pour les programmes, il y a des dédoublements pour philo, éduc, langues. On avait trouvé une façon de faire : une table de concertation de la formation générale.

J.T. C'est encore là ☺

M.G. C'était le directeur des études qui pilotait. C'était pas un de ses adjoints. Puis, le projet finit par se rendre à la Commission des études. Puis, Monette (Tremblay) qui remplaçait par intérim, était là. Tu sais, la Commission des études, c'est consultatif. Il y a des gens qui se posaient des questions sur comment c'est écrit. Ils se demandaient si ça respectait convention collective?

Monette me convoque après une pause et elle me demande : qu'est-ce que tu en penses ? Je lui ai dit que s'ils voulaient un avis syndical, il faudrait passer par le CRT. Elle ne m'a pas écouté. Ben 10 ans plus tard, on vient enfin d'adopter une PIGEP.

Autre document stupide qui n'a jamais été adopté. Un guide d'élaboration des plans de cours. Marie Achim et Renaud (Thibodeau) ont travaillé sur un guide. C'était sur la table de Daniel Délisle. Cela n'a jamais été adopté. Jamais. Tu sais, il y a eu du travail sérieux qui s'est perdu.

S.C. Où ç'a bloqué ?

M.G. Ça s'est perdu dans l'administration.

Ce n'est pas normal qu'un collège grand comme le nôtre n'ait pas un guide d'élaboration des plans de cours.

J.T. Donc, beaucoup de bureaucratie et beaucoup de perte d'expertises aussi. Beaucoup de perte de temps.

S.C. J'ajouterais beaucoup de complicité. De servitude volontaire.

J.T. Mais je reviens aussi sur le fait que lorsque les gens s'engagent, ils le font de bonne foi et le font parce qu'ils croient qu'ils peuvent améliorer, ou préserver, ce qui est important dans notre milieu.

M.G. Les gens qui ont des libérations pour travailler sur des dossiers, ce ne sont tous des pique-assiettes.

S.C. Bon, on pourrait aussi parler des exigences et des étudiants qu'on accueille...

J.T. C'est une des raisons pour laquelle je voulais vous réunir. J'ai cru entendre au deuxième Sauvé que les étudiants de l'automne semblaient plus faibles qu'à l'habitude.

M.G. Il y a un vice de fond. Tu sais, la Réforme Robillard-là, elle mise sur l'approche programme. On a créé des comités de programme pour favoriser l'approche programme. Ça, ça côtoie une vieille structure qui s'appelle les départements. Départements et programmes c'est incompatible. C'est pas normal qu'après 20 ans t'adoptes une PIGEP. On n'a jamais vraiment élaboré l'approche programme. Ceux qui essayent vraiment, c'est DEC intégré.

J.T. Je pense que les Techniques travaillent à partir de l'approche programme. Soins infirmiers est un exemple éloquent.

M.G. Parce que c'est un nouveau programme. Regarde en horticulture et agriculture. Je suis dans ce programme-là depuis le début. Il n'y a jamais de rencontre de programme ou l'on parle de pédagogie. On se rencontre pour traiter de bureaucratie.

É-M.L. Tu vois Michel, moi je pense que dès le début de l'approche par compétences, il n'y avait pas un souci de pédagogie, mais bien un souci de bureaucratie. Il y avait des profs qui avaient de bonnes intentions qui croyaient que les buts étaient pédagogiques. Mais ceux qui ont rédigé ça le faisaient dans le but de l'imputabilité et de la reddition de compte.

M.G. Derrière les bonnes intentions, il n'y a pas de résultats. Il n'y a pas de concertations entre les profs.

É-M.L. Et même dans les gros départements. Tout le monde fait un peu ce qu'il veut à gauche et à droite. T'entends que quelqu'un a certaines pratiques, une autre, autre chose.

J.T. Mais en même temps, n'est-ce pas la richesse de l'autonomie professionnelle?

É-M.L Parfois ça vient mettre en péril l'autonomie professionnelle, ce genre de pratique, comment dirais-je, désordonnée.

M.G. Moi si autonomie professionnelle veut dire «résistance», je trouve qu'on n'assume pas notre responsabilité professionnelle.

É-M.L En fait, on laisse aller les choses.

S.C. En fait, se fait-il plus du n'importe quoi aujourd'hui qu'il s'en faisait dans les années 1970? Moi quand j'étais étudiant ici, ce que je sentais était un immense sentiment de liberté et de créativité. C'était le libre-marché aussi, les étudiants se faisaient un horaire en fonction de leurs désirs. Aujourd'hui, je trouve que cela s'est davantage standardisé et je ne crois pas que nous formons nécessairement de meilleurs étudiants. On diplôme davantage, mais quelle est la valeur réelle de ces papiers ?

É-M.L : On parlait de la PIEA tout à l'heure, juste l'appliquer et on aurait l'impression d'avoir un horizon commun.

S.C. Je répète, pourquoi n'est-elle pas appliquée cette PIEA?

M.G. Moi je pense que certains profs font de la résistance et que cela représente un poids politique important que la direction n'a pas envie d'affronter.

S.C. C'est pas très syndical ça Michel?

M.G. Le syndicat. Où bien tu favorises le corporatisme ou bien t'es un agent de changement social. Moi je préfère qu'un syndicat soit un agent de changement social.

É-M.L. Moi je pense que si la PIEA n'est pas appliquée, c'est qu'elle aurait de grandes répercussions. Prends juste la section qui traite des étudiants. Ce qu'on exige des étudiants. Si on mettait vraiment de l'avant ces articles-là qui indiquent que l'étudiant doit s'engager dans ses études, cela aurait beaucoup d'impacts et je ne pense pas que la

direction veuille aller dans ce genre de contrat. La communauté étudiante n'est pas la même qu'il y a 30 ans.

M.G. Moi, tu vois, je ne me sens pas appuyé par ma direction. Les cellulaires...Je suis tanné de me battre pour encadrer ça. Faites une capsule, faites quelque chose. Un étudiant qui arrive au Cégep, voici ce à quoi il doit s'attendre. Et il doit s'engager. Si tu travailles 30h. par semaine, c'est sûr que tu vas avoir de la misère. Si tu n'étudies pas, si tu ne fais pas tes lectures, tu ne peux pas réussir.

Il y en a qui ont besoin d'une tape sur l'épaule et d'autres ont besoin d'être encadrés.

Et qu'y a-t-il pour les étudiants moyens? Celui qui réussit de peine et de misère tous ses cours à 60%, lui, on l'encourage jamais. Le bon est motivé par ses résultats. Le pas bon, on lui donne un paquet de mesures. À quand s'occuper de la majorité silencieuse?

S.C. Ça pose toute la question de ce que sont devenus les Cégeps. Tous les trois, on est d'accord sur ce point-là. Ça fait longtemps qu'on dénonce la secondarisation du réseau collégial. Un des facteurs c'est cette espèce de clientélisme. Aujourd'hui, il n'y a plus de réseau collégial. Les Cégeps sont devenus l'équivalent de petites entreprises.

É-M.L. Vous avez vu la publicité d'Ahuntsic, ici, dans l'abribus du collège?

Tous : C'est incroyable!

S.C. Nos administrateurs ont une lourde responsabilité là-dedans. Les gestionnaires gèrent le collège comme un propriétaire d'entreprise va gérer son commerce. Et donc, on va chercher nos clientèles. Et les profs? Ils s'adaptent aux étudiants qui nous arrivent de moins en moins équipés pour réaliser des études postsecondaires. Moi je pars dans trois ans. À quoi ressembleront les Cégeps dans 10-15 ans? Ça sera devenu des grosses polyvalentes. Et les professeurs auront été à la fois victimes et complices de cet état de fait.

M.G. Mais les profs travaillent en vase clos. Il y a une étude qui a été faite par Marie-Claire Carpentier-Roy, sociologue de Rosemont, auprès des enseignantes de primaires et des infirmières. La conclusion de cette étude est que le burnout est plus élevé dans ces deux professions-là et la variable explicative est liée au fait que les professionnelles sont très isolées et qu'elles n'échangeaient pas entre elles.

Mon observation est que comme on n'a pas de support de la part de la direction, que ce soit pour les cellulaires ou pour soutenir les profs dans des cas d'étudiants au comportement difficile; il y a des profs qui achètent la paix, et ils baissent la barre.

Quand tu n'achètes pas la paix, comme Stéphane, Émile ou moi, ben t'en payes le prix. Il faut que tu sois solide. Ça prend une carapace de peau de vache pour passer au travers.

É-M.L. Quand tu sais qu'il t'en reste pour 2-3 ans, ça aide à avoir cette carapace ☺

S.C. Usine à diplômes.

É-M.L. : Usine à burnout.

...

J.T. Il nous reste 5 minutes. On termine ça avec votre regard sur le syndicalisme?

É-M.L Localement? Terminons sur une note positive. Je trouve que notre syndicat est sain. On a eu plusieurs secousses depuis les 30 dernières années. Le corps professoral a changé. Je pense qu'il va falloir se tenir bien comme il faut si on ne veut pas que le bateau coule. Les Cégeps vont toujours exister, je suis convaincu. Mais déjà, ils sont transformés. Difficile à dire ce qu'il adviendra. Mais je pense que les prochaines années seront difficiles. Pas tellement au niveau national parce qu'on a déjà été tellement discrédités que je pense qu'on ne peut pas aller plus loin.

S.C. On a un syndicalisme qui suit la même vague globale. Qu'est-ce qu'on constate au local comme dans l'ensemble des collèges? Une démobilisation des profs. Une dépolitisation des enjeux. On a des exécutifs aujourd'hui qui font de la gestion : gestion de la convention, arbitrage, gestion des conflits au sein de départements, gestion de santé mentale et d'égo. Qui plus est, les exécutifs sont obligés d'être sur un paquet de comités bureaucratiques à jouer le jeu.

Certains militants professionnels pensent que la mobilisation dépend de la direction de l'exécutif, de l'enlignement idéologique des représentants. Je conteste cette lecture simpliste et extrêmement réductrice. C'est tout le problème de la nouvelle gauche qui reprend le refrain léniniste qu'il n'y aurait qu'à changer la tête pour que le corps suive. Il faut faire une sociologie du syndicalisme et des classes moyennes en questionnant non pas la tête, mais le corps enseignant lui-même. Peu importe leur ligne, les syndicats peinent à mobiliser. Qu'est-ce que les éclairés d'hier ont légué en termes de pratiques et de traditions ? Bien peu de choses. Cherchez les jeunes profs dans des AG où il est même question de la convention ! (...) Ce que cela nous dit, c'est que la crise du syndicalisme est à chercher dans la culture des «satisfaits» comme le disait John Kenneth Galbraith.

Vous vous débattez pour faire des assemblées qui portent parfois sur des enjeux politiques (comme la laïcité) et vous n'avez pas quorum.

É-M.L Ou des enjeux qui touchent directement un département. Là, vous allez le voir débarquer en bloc.

S.C Le corporatisme, c'est le salaire, le nombre d'étudiants par classe et le calcul de la CI.

Michel, je voudrais t'entendre là-dessus

M.G. Une des choses qui a démobilisé les gens au niveau syndical, c'est la façon dont se négocient les conventions collectives : le couteau sur la gorge et avec des lois spéciales

qui te pendent au bout du nez. On se rend compte qu'on n'a pas un grand pouvoir de négociation. Alors moi je pense que si on veut favoriser le militantisme, ça devrait se faire autour de la profession enseignante. Sur le métier. C'est là qu'on a une prise.

Moi je trouve ça ben correct qu'il y ait des gens, je pense à Aude, je pense à toi, je pense à Denis et aux autres qui sont encore impliqués. Il y a ben du monde qui ne veut plus ou pas le faire.

Les patrons ne sont pas fous. Ils ont compris quelque chose les patrons. «Ça ne nous donne rien de se mettre dans un climat d'affrontement avec les profs.» Alors tout le monde est beau et tout le monde il est gentil.

Ceci dit, je ne sens pas chez mes patrons un leadership pédagogique, mais je les vois plutôt comme des animateurs de bureaucratie. Si je pose une question de nature pédagogique, on me réoriente vers un sous-comité de la commission des études. C'est pas du leadership ça.

É-M.L. C'est important que les jeunes fassent le saut dans le syndicalisme. Quand tu fais du syndicalisme, tu as droit à l'erreur. Même chose pour les coordonnateurs; t'as droit à l'erreur. Les gens vont comprendre. Et les plus vieux ont donné.

S.C. Mais il y a des jeunes aujourd'hui qui s'impliquent et qui se font rentrer dedans par des belles-mères.

M.G. ben c'est une des raisons pour laquelle je n'y vais plus, je ne veux pas être une belle-mère.

Dernier commentaire, et tu vas comprendre ce que je pense. Je trouve anormal qu'un coordonnateur de département ou de programme ait plus de libération que ma présidente de syndicat.

...

La discussion s'est poursuivie un bon 15 minutes. Et j'ai décidé de la retraduire ici parce que c'est toujours pertinent.

...

On était encore sur la bureaucratisation de la profession...

M.G. Les conseillers pédagogiques...Je les regarde aller. Leur tâche s'est grandement transformée. Maintenant, à chaque fois que l'on va dans un programme, il y a un c.p. qui a son ordre du jour.

É-M.L. Et les profs acceptent ça! Il y a même des conseillers pédagogiques qui président les assemblées de programmes. Ce sont les départements qui sont les maîtres d'œuvre et ils siègent en second plan.

M.G. À une autre époque, c'était différent.

Je vais te donner un exemple. Bernard Gauvin et moi avions été libérés pour travailler sur la démarche d'intégration des acquis en Sciences humaines. On a travaillé avec un conseiller pédagogique qui s'appelait Robert Quesnels. Dans ce cas, c'était véritablement un travail de conseiller, il nous guidait dans nos travaux. On avait le mandat d'organiser des réunions pédagogiques pour faire état de nos travaux. La communauté collégiale était invitée et le gens de «Sciences de la nature» étaient particulièrement intéressés, car dans leur nouveau programme ils devaient inclure une activité d'intégration. C'était du véritable travail pédagogique. Le conseiller n'était pas là pour remplir des petites cases, mais pour nous épauler et nous guider.

S.C. Les conseillers pédagogiques, aujourd'hui, c'est le bras armé du ministère de l'Éducation. Leur mandat n'est pas de servir les professeurs, mais de remplir des mandats administratifs destinés à formater ceci et standardiser cela. Je comprends difficilement comment des professeurs peuvent se soumettre à des vendeurs de recettes patentées dans d'obscures facultés d'éducation ? Les CP ont aussi leurs propres enjeux de pouvoir... C'est la raison pour laquelle il faudrait en faire un enjeu de l'autonomie professionnelle, un enjeu syndical. Mais ça risquerait d'être tassé par les hautes instances de la FNEEQ parce que ce sont des camarades syndiqués.

J.T. Ce n'est pas l'impression que j'en ai.

É-M.L. En tout cas, sur cet enjeu-là, c'est un échec total.

S.C. On parlait de secondarisation tout à l'heure, ben ça, c'est un exemple éloquent.

M.G. On baisse la barre pis on s'en va à la maison.

Ramasse ta besace...

...

Merci à vous trois pour votre générosité. Pour votre temps. Pour votre implication dans ce collège. Et pour vos réflexions qui vont alimenter bon nombre de débats, je l'espère. Bonne session à vous. Au plaisir de se croiser dans un corridor ou, qui sait, dans une AG près de chez nous?